

DÉPARTEMENT
DU RHÔNE

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
SAÔNE-BEAUJOLAIS

ARRONDISSEMENT
DE VILLEFRANCHE
SUR SAÔNE

Extrait du registre des arrêtés du Président

ARRÊTÉ N° 30 / 2018

Objet : Décision portant prescription de la modification
n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de
Saint-Etienne-La-Varenne

Le président de la communauté de communes Saône-Beaujolais,

Vu l'article L.5211-9 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L.153-36 et L.153-37 ;

Vu l'Arrête Préfectoral n°69-2016-11-16-003 du 16 novembre 2016 prononçant la fusion de la communauté de communes du Haut Beaujolais, de la communauté de communes Saône-Beaujolais et l'intégration de la commune de Saint-Georges-de-Reneins avec des compétences attribuées dont le Plan Local d'Urbanisme et document en tenant lieu et Carte Communale ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Etienne-La-Varenne approuvé par délibération du conseil municipal le 3 novembre 2008 ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Saint-Etienne-La-Varenne en date du 29 janvier 2018 demandant à la communauté de communes Saône-Beaujolais d'engager une modification du Plan Local d'Urbanisme avec pour objectif de faire évoluer le règlement des zones A et N notamment pour prendre en compte les dispositions des lois MACRON et LAAAF relatives aux annexes et extensions des constructions ;

Considérant que les modifications envisagées dans le cadre de la procédure relèvent du champ d'application de la modification du Plan Local d'Urbanisme ;

Considérant qu'il appartient à la communauté de communes Saône-Beaujolais d'engager la modification du Plan Local d'Urbanisme sollicitée par la commune de Saint-Etienne-La-Varenne ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Une procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Saint-Etienne-La-Varenne est engagée en application des dispositions de l'article L153-36 du code de l'urbanisme.

Article 2 :

Le projet de modification portera sur l'évolution du règlement des zones A et N notamment pour prendre en compte les dispositions des lois MACRON et LAAAF relatives aux annexes et extensions des constructions.

Article 3 :

Le projet sera notifié au sous-préfet, aux personnes publiques associées et à la CDPENAF avant ouverture de l'enquête publique.

Article 4 :

Il sera procédé à une enquête publique durant un mois minimum sur le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme auquel sera joint, le cas échéant, les avis des personnes publiques associées et de la CDPENAF.

Article 5 :

A l'issue de l'enquête publique, le projet, éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis par les personnes publiques associées et la CDPENAF, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, pourra être approuvé par délibération du conseil communautaire.

Article 6 :

Conformément aux articles R153-20 et R153-21 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la communauté de communes Saône-Beaujolais et en mairie de Saint-Etienne-La-Varenne durant un délai d'un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Article 7 :

Un exemplaire de la décision est envoyé à :

- M. le Sous-Préfet,
- M. le Maire de Saint-Etienne-La-Varenne.

Fait à Belleville, le 27/07/2018

Bernard FIALAIRE,
Président de la Communauté de Communes
Saône-Beaujolais

